

## **Communiqué de presse**

**GROUPE COMMUNISTE ET CITOYEN DU CONSEIL GÉNÉRAL  
DES HAUTS DE SEINE**

**ET**

**GROUPE FRONT DE GAUCHE PCF-GU-AC  
AU CONSEIL RÉGIONAL D'ÎLE-DE-FRANCE**

### **Scandaleux :**

## **L'État et Patrick Devedjian chassent les étudiant-e-s de la résidence universitaire Jean-Zay d'Antony**

Un accord est intervenu entre l'État, le Conseil général des Hauts-de-Seine et la communauté d'agglomération des Hauts-de-Seine (CAHB) qui acte le transfert de la propriété de la résidence universitaire d'Antony à cette dernière.

**Cet accord entérine en réalité la disparition de près de 1500 logements étudiants, dans un contexte de pénurie grave en Île-de-France et dans les Hauts-de-Seine.**

Alors que les 2500 places de la résidence universitaire d'Antony représentaient 16% du parc de logements étudiants en Île-de-France, il n'en resterait, selon les termes de l'accord, que 1080. **La destruction du bâtiment H a d'ailleurs immédiatement repris, quatre jours à peine après la signature.**

Cet accord fait fi :

- de la décision de justice qui avait annulé ce transfert,
- de l'audience en appel prévue pour le 4 juillet prochain concernant le jugement au fond de ce dossier,
- du conseil d'administration du CROUS qui a voté une motion demandant le maintien de la gestion de la Résidence Universitaire Jean Zay d'Antony au CROUS,
- de l'ensemble des élus d'opposition au conseil général comme au conseil municipal d'Antony, à la communauté d'agglomération qui s'opposent à ce transfert,
- de l'ensemble des groupes de gauche à la Région Île-de-France qui se mobilisent depuis des années contre le projet de transfert et la démolition de la résidence et ont voté dès 2009 20 M€ pour la rénovation du site.

Cet accord libère surtout plusieurs hectares pour satisfaire les appétits des promoteurs immobiliers.

**Compte tenu de la situation dramatique du logement étudiant en Île-de-France, les élu-e-s du groupe communiste et citoyen au Conseil général, les élus du groupe Front de gauche PCF-GU-AC à la Région qui, depuis plusieurs années, s'opposent à ce transfert dénoncent cet accord qui confirme la destruction de logements étudiants.**

Tout était donc bien bouclé d'avance pour l'État, le Conseil général des Hauts-de-Seine, la CAHB et la ville d'Antony qui n'ont qu'un seul objectif : chasser les étudiant-e-s issu-e-s de milieux modestes d'Antony et des Hauts-de-Seine ; accentuer la pénurie de logements sociaux étudiants en Île-de-France.

On peut s'interroger sur la crédibilité des objectifs affichés de 4200 logements sociaux étudiants en six ans, compte tenu du non-respect des engagements de la part de Patrick Devedjian et de sa majorité UMP en matière d'aides à la pierre (125,6 M€ réalisés en 6 ans, contre 248 M€ promis).

**Les élu-e-s du groupe communiste et citoyen au Conseil général, les élu-e-s du groupe Front de gauche PCF-GU-AC à la Région s'opposent à cette convention et demandent :**

- **l'arrêt de la démolition des bâtiments existants et leur rénovation ;**
- **que les logements étudiants déjà détruits soient intégralement compensés par une offre nouvelle dans le strict périmètre de la Communauté d'agglomération des Hauts-de-Bievre ;**
- **l'encadrement des loyers des 3 000 logements étudiants supplémentaires programmés à l'échelle du département.**

Lors de la commission permanente du lundi 8 juillet, Patrick Devedjian soumettra au vote des conseillers généraux la convention entre ces acteurs qui a été signée le 28 juin dernier au Conseil général. Les conseiller-e-s généraux/les du groupe communiste et citoyen voteront contre cette convention et réaffirmeront ces exigences.

*Contact : Manuel Menal – 07 60 51 08 38 – [manuel.menal@iledefrance.fr](mailto:manuel.menal@iledefrance.fr)*

*ou :*

*Groupe communiste et citoyen au Conseil général des Hauts-de-Seine :*

*01 47 29 31 24 - [scaroff@cg92.fr](mailto:scaroff@cg92.fr)*